

A/S : Convention Eau et Protocole Eau et Santé : *side event* et intervention de Jacques Pellet (10 minutes) sur la publication « aucun laissé pour compte » le 3.07.2012 à 13 heures (collation puis réunion) en marge de la réunion des groupes de travail de la Convention EAU.

- Remercier
 - les **hôtes** (la CEE-NU, représentée notamment par son Secrétaire Exécutif adjoint, Andrey Vasilyev, et le secrétariat de la **Convention Eau**, dirigé par Francesca Bernardini. Mentionner Chantal Demilecamps, JEA, qui a préparé l'atelier au sein du secrétariat),
 - les **participants**, malgré l'horaire contraignant,
 - les **interprètes**, présents grâce au **Ministère de la Santé**.
 - les pays **membres du « Blue Group »**¹ et le **groupe des amis de la résolution Eau à l'OMS**²

- La **Publication « aucun laissé pour compte »**, illustration de la **mobilisation française** sur l'eau.

- L'eau **dans toutes ses dimensions**, comme source de vie, comme ressource économique fondamentale, mais aussi enjeu de conflits et sources de maladie et de décès.

- Un **droit de l'Homme** qui est aussi un **objectif du millénaire** (cible 7C) au cœur du développement durable de nos sociétés,

- Ce sera, nous l'espérons, bientôt aussi **l'un des nouveaux objectifs du développement durable**, avec des **cibles dans les 3 piliers**.

- **l'OMS et l'UNICEF** travaillent déjà sur des propositions pour de nouveaux indicateurs eau/assainissement, en liaison avec la rapporteure spéciale sur le droit à l'eau potable et l'assainissement, notamment sur la prise en compte de **l'équité**. Cette démarche a bénéficié d'un bon écho à Rio.

- Il y a derrière l'accès à l'eau potable et aux installations d'assainissement une grande variété d'enjeux. L'**importance de traiter toutes les dimensions de l'accès à l'eau** a été abondamment soulignée au cours du **Forum Mondial de l'Eau** de Marseille, que la France a eu le privilège d'héberger et de co-organiser en mars dernier.

- Avec ses **35000 participants**, ses **centaines de réunions** et événements parallèles, sa « **plateforme des solutions** » et la place sans précédent faite aux « **groupes majeurs** » de la société civile, le forum a su capter l'attention et relayer les messages clés repris à Rio.

¹ Allemagne, Espagne, Bangladesh, Brésil, Croatie, Egypte, Maldives, Maroc ; Slovénie, Uruguay et France

² Colombie, Hongrie, Japon, Maroc, Mexique, Sénégal, Suisse, Yémen et France

- **A Genève et à NY**, la France, avec ses partenaires, dont de nombreux sont représentés aujourd'hui à ce panel mais aussi en salle, a été particulièrement active... => *Citer*

- la **résolution 64/292 de l'AGNU** en juillet 2010 (l'accès à l'eau potable et à l'assainissement devient un droit de l'Homme) ;

- la **résolution 15/9 au Conseil des Droits de l'Homme** en septembre 2010 liant ce droit à celui d'un niveau de vie suffisant ; et les suivantes (16/2 et 18/1) qui ont permis d'insister sur la nécessité de la mise en œuvre de ce droit, dans le cadre des législations nationales ;

- la **résolution de l'OMS** de mai 2011 sur « Eau potable, assainissement et santé » ;

- l'accès à l'eau est aussi **une urgence humanitaire, sur biens des théâtres de conflits, de catastrophes naturelles, ou de grande pauvreté.**

- Tous ces exemples de mobilisation internationale, et il y en a bien d'autres que l'on retrouve dans le recueil, montrent bien que **l'eau, bien public aussi mondial que local, est au carrefour entre différents domaines et considérations.**

- L'accès à l'eau potable et aux installations d'assainissement pré-conditionne, ou favorise, la réalisation de **nombreux autres droits individuels et collectifs** fondamentaux et le développement durable (social, économique, environnemental) de nos sociétés.

- **Investir et s'investir dans l'eau**, c'est un **geste responsable et, pourrait-on dire au regard de ses retombées sociales, sanitaires et économiques, « rentable »**, au sens le plus noble du terme. Même les eaux usées peuvent et doivent être valorisées !

- Le **guide publié dans la cadre du Protocole Eau et Santé** (OMS + CEE-NU) donne à ces considérations une **dimension pratique, pragmatique, appliquée à notre région**. Son sous-titre en dit bien l'objet *« Bonnes pratiques pour un accès équitable à l'eau et à l'assainissement dans la région pan-européenne »*.

- Très pédagogique et reposant sur des **exemples concrets** pris sur le terrain, le guide montre bien la **nature variée des obstacles** dans l'accès à l'eau et la **variété des solutions** qui existent.

- Les différences tiennent par exemple à l'abondance des pluies et des ressources, à la qualité de ces ressources, aux capacités de traitement des ressources dégradées, à l'urbanisation, à la géographie, au niveau de développement économique, à la vulnérabilité de certains groupes ou individus (*handicapés, populations nomades, sans-abris, personnes dépendant*

d'institutions mal équipées ou vivant dans des logements insalubres...), à la tarification de l'accès, et cette liste n'est pas exhaustive...

- Contrairement à certaines perceptions, que ce guide contribue à corriger, **toute la région est concernée, de différentes manières. Europe de l'Est, Caucase et Asie centrale** ont de graves problèmes de ressources et d'infrastructures.

- Mais le manque de services, le manque d'infrastructures d'assainissements, les **difficultés d'accès pour certains groupes de population ou individus** sont également très présents en **Europe occidentale et centrale**.

- Dans tous les Etats, les **politique de l'eau** doivent intégrer ces **spécificités** et les politiques adapter leurs réponses en mettant à profit les **meilleures pratiques**.

- La **dimension transrégionale des initiatives citées précédemment**, mais aussi la **portée transrégionale du guide**, est à souligner.

- A la fois car la **coopération transfrontière** dans le domaine de l'eau associe des pays de différentes régions (à l'image de l'Asie centrale)...

- ...mais aussi car les **meilleures pratiques** identifiées dans le guide peuvent servir autant aux autres membres de la région qu'à des Etats plus éloignés, confrontés à des défis comparables.

- Je ne veux pas revenir ici sur les **excellents développement méthodologiques et conceptuels** présents dans le rapport (comme la question de l'« équité » de l'accès), et que les autres panélistes auront certainement à cœur de vous présenter.

- Je n'évoquerai pas non plus les **diagnostics pays** ou les **préconisations spécifiques** très utiles qui en découlent...

- ...je citerai simplement, parmi d'autres, quelques exemples :

- aux **Pays Bas**, la contribution des fournisseurs d'eau à un accès équitable, qui fait partie du cahier des charges des compagnies

- les retombées locales de certaines stations d'épuration en **Arménie**,

- certains systèmes de gestion décentralisée de la distribution d'eau en **Ukraine**,

- ou encore les efforts de la **ville de Paris** pour réduire le prix de l'eau, éviter les coupures en cas de difficultés financières et multiplier les accès à des installations publiques.

- Il me semble utile, **pour conclure**, de **rappeler la gravité croissante de la situation**, et l'existence d'**enjeux majeurs dans tous nos pays**.

- Les laissés pour compte de notre région, ce sont encore **12% de la population sans accès à l'eau potable. 110 millions de personnes.**

- Parmi elles, **13.000 enfant, qui meurent chaque année** des conséquences de diarrhées liées à l'eau.

- La **conférence de Rio** nous a une nouvelle fois montré la **complexité d'une mobilisation efficace pour le développement durable, malgré certaines avancées, notamment sur les indicateurs. Le message de ce guide, c'est aussi de responsabiliser chaque décideur à son niveau**, pour qu'il fasse preuve de **courage politique** et promeuve sur le terrain les **meilleures initiatives** existantes.

Je vous remercie.